

«En ces temps d'imposture universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire» (G. Orwell)

Chaque week end
Lys noir
Webdomadaire

Samizdat
anti-moderne
consultable
sur Tumblr.com
et Lys noir CSAR calameo

Version papier : 2,40 €

Numéro B 21 / Vendredi 2 Octobre. 2013 : leslysnoirs@gmail.com - GSM : 06 59 59 16 35

Lampédusa : Quand le gouvernement italien

JOUE AU CON !

**François
FILLON**
est-il le
nouveau
«Monck» ?

Hollande en Corse :
**Petit homme
mou, chez les
hommes durs**



Hebdomadaire gratuit du Web diffusé par courriel à 105.000 adresses

Editorial

C'est triste mais... c'est mieux comme ça...

Ce qui nous protège de la société compassionnelle, c'est que nous sommes catholiques... Sinon, si nous étions comme ces millions d'hommes de la société moderne, ennemis de Dieu, nous en aurions un quand même et il s'appellerait l'émotion à tout prix...

Chaque fois c'est donc pareil, c'est la même démonstration de ce que la société compassionnelle a de plus répugnant : son hystérie à plaindre le «drame», mais juste pour s'émouvoir elle-même, juste pour se donner sa dose de came à imaginer le malheur des autres vu du creux d'un canapé occidental... Au fond, il n'y a rien de plus éloigné de la belle commisération catholique que cette société compassionnelle dégoulinante qui persécute d'ailleurs le catholicisme comme un ordre trop froid, bien trop stoïque devant les nécessités de la communion en la douleur publique réclamée par des manifestations autrement plus planétaires que le simple repli intime et privé prôné par l'église dont le pape François a la charge.

Impérativement, la société compassionnelle réclame que la douleur collective obéisse aux mêmes lois que la plus grande fête pétaradante. D'ailleurs, chaque effroyable naufrage, tel que celui de Lampedusa, devient vite une sorte de foire aux émotions qui attendent chaque matin leur heure dès que des mains tournent les boutons des radios de salle de bain... Il faut alors parler de la mort de quelques dizaines de migrants comme l'ont parlerait de la Coupe du Monde en plein cagnard, il faut même du suspens, de l'inconnu, des aspects à confirmer ultérieurement, des héros aussi... Chaque, fois, de toute façon, il faut mettre la gomme.. Celui qui s'arrêtera de plaindre sera suspect ; et celui qui ne tirera pas du drame toutes les conséquences politiques immédiates sera également un monstre.

Face à la société compassionnelle, tout le monde se tait, bien sûr. Même Berlusconi a bien été obligé de fermer sa grande gueule de libéral, l'autre jour après Lampedusa. Si vous n'êtes pas assez ému par le «drame», vous sentirez vite la pointe d'une sorte de baïonnette de reproches dans votre dos, alors vous en rajouterez. Qu'est-ce que cela vous coûtera, au fond ? Juste faire le guignol. Mais bon, comme c'est tous les jours qu'on fait les guignols, cela ne vous changera pas vraiment ; et aucun d'entre vous, sauf les skins et les nationalistes méchants, ne songera à éviter la communion collective.

Aussi, le Lys noir sera évidemment le seul à vous dire que la mort de tous ces somaliens, c'est dommage, c'est idiot pour leurs familles, c'est effectivement une honte pour le capitalisme mondialisé, comme le laisse entendre le Pape François, mais c'est aussi une sage décision du destin, va ! Ces jeunes types n'auraient eu aucun avenir chez nous.. Les femmes blondes dont ils rêvent avant leur départ sur vidéo porno en streaming, dans des web-café de brousse, sont trop occupées désormais et puis beaucoup, de toute façon, sont soit gouines, soit vénales, soit pétasses, soit cagoles, soit converties au salafisme, soit tout simplement lassées des types très pauvres...

Alors, traverser les déserts, puis les mers, braver les passeurs vicieux et les douaniers, pour ne trouver à la fin du périple que très peu de blondes à toucher, les aurait beaucoup trop déçu.... Cette frustration n'aurait pas manqué de se transformer en délinquance parce que les clips de M6 donnent assez de preuves illusoire que l'ont peut tout s'offrir en Europe, avec de l'argent. Même une femme blonde... Alors, va , c'est mieux comme cela pour tout le monde que la mer ait engloutis ces jeunes hommes de la brousse. Au moins sont-ils restés dignes ; au moins n'ont-ils pas eu le temps d'être rendus moches pas nos modernités....

Directeur politique du Lys Noir

La religion compassionnelle
y a trouvé sa dose de came!

Le golfe prison

Au moins quarante cadavres de somaliens ont été découverts par des plongeurs dans et autour de l'embarcation de migrants qui a fait naufrage jeudi près de Lampedusa, portant le bilan à plus de 130 morts et près de 200 supposés disparus, a indiqué l'agence Ansa, citant des sources des garde-côtes bien incapables de compter le nombre de noyés puisque nul ne sait le degré d'emphase compassionnelle atteint par les commentateurs ! Le navire git retourné à une quarantaine de mètres de profondeur, à environ 500 mètres de la côte. «Le président du Conseil Enrico Letta a convoqué un conseil des ministres qui proclamera un deuil national pour la tragédie de Lampedusa», a indiqué le siège du gouvernement, dans un communiqué aussi dramatisé que si les morts avaient été mille enfants des écoles italiennes.

Le bateau transportait entre 400 et 500 migrants. Peu après 11h30, seuls 151 survivants avaient pu être ramenés à terre, secourus par les sauveteurs des garde-côtes, mais aussi par des bateaux de pêcheurs. Le nombre de victimes ne cessant de s'accroître, les corps qui se trouvaient sur le quai Favarolo de Lampedusa ont été transférés dans le hangar de l'aéroport.

Selon les enquêteurs, les passagers clandestins du navire ont mis stupidement le feu à des couvertures pour signaler leur présence à des navires marchands. En raison du fioul, le navire a pris feu et a coulé. Selon l'Ansa, un jeune Tunisien, recueilli lui-aussi, aurait été reconnu par les survivants comme l'un des passeurs et arrêté par la police. Selon les enquêteurs, le bateau serait parti de Libye.

Les migrants seraient pour la plupart originaires de Somalie, a affirmé Antonio Candela, responsable de l'assistance sanitaire à Lampedusa. Ils ont d'abord été secourus par des bateaux de tourisme «alertés par les cris» des migrants. L'alerte a été mollement donnée par des bateaux de pêche qui se trouvaient dans la zone.

(Suite page ci-contre)

Au lieu de laisser au pape François le soin de porter la nécessaire compassion, c'est toute la société démocratique italienne qui a sombré dans les hauts-fonds des surenchères compassionnelles...

Gouvernement italien L'ennemi de la compassion

C'est la première fois qu'un gouvernement décrète un deuil national pour la mort de quelques centaines de bougres qui voulaient pourtant l'envahir...

Comme dans un feuilleton éternellement recommencé, la maire de l'île s'est montrée très affectée par ce nouveau naufrage : «*Il faut que les caméras de télévision viennent ici, montrent les cadavres, sinon c'est comme si ces tragédies n'existaient pas*», a-t-elle confiée au bord de l'hystérie compassionnelle.

«*On aurait pu éviter ces morts*», a quant à lui estimé le rapporteur spécial de l'ONU sur la protection des migrants François Crépeau, qui a mis en cause «*la criminalisation de l'immigration clandestine*» pour laisser entendre que la seule solution au problème de ces quelques dizaines de mort serait que l'on laisse tout le monde entrer. «*Traiter l'immigration clandestine uniquement par des mesures répressives est susceptible de provoquer ces tragédies*», a-t-il déclaré à la presse. «*L'immigration clandestine n'est pas un crime contre les personnes ou les biens ni une menace pour la sécurité*». Ah Bon ?

En verrouillant leurs frontières, les pays européens ne font en fait que «*donner plus de pouvoir*» aux passeurs et aux trafiquants d'être humains, a-t-il affirmé jésuitiquement en dénonçant une «*paranoïa*» entretenue par des hommes politiques. «*Les Etats doivent assumer leur part de responsabilité*» dans les drames comme celui de Lampedusa.

Le pape François a, de son côté, qualifié le naufrage de «*honte*», jeudi au Vatican, et appelé les croyants à prier pour eux et «*tous les réfugiés*» du monde. A la fin d'un discours dans lequel il évoquait l'encyclique «*Pacem in Terris*» (1963) du pape Jean XXIII et les défis de la paix d'aujourd'hui, le pape François a ajouté : «*Je ne peux pas ne pas évoquer les nombreuses victimes de cet énième naufrage. La parole qui me vient en tête est la honte. C'est une honte*», a-t-il lancé, interrompu par les applaudissements des membres du Conseil pontifical Justice et paix réunis avec leur cardinal ghanéen Peter Turkson. «*Prions Dieu pour qui a perdu la vie, des hommes, des femmes, des enfants! Prions Dieu pour leurs familles et tous les réfugiés (...)* Seule une collaboration déterminée peut permettre d'éviter de telles tragédies», a-t-il ajouté.

Dans un tweet ne craignant pas la redite, il a appelé à «*prier Dieu pour les victimes du tragique naufrage*».

Il faut dire que le pape François, qui ne peut même plus surenchérir sur la société médiatique compassionnelle, avait effectué son premier voyage italien le 8 juillet sur l'île de Lampedusa, première porte d'entrée des envahisseurs en provenance d'Afrique du nord. Il avait alors dénoncé «*la mondialisation de l'indifférence*» dont sont victimes les immigrés clandestins en quête de nouveaux moyens de subsistance et d'une nouvelle vie dans les pays riches où ils sont notoirement attirés par l'envie de jouir des minimas sociaux et de faire l'amour avec des femmes blanches...

Mais le pire est venu du gouvernement italien, fruit d'une alliance entre post-communistes du Parti démocrates et libéraux berlusconiens. Qualifiant le drame «*d'immense tragédie*», le chef du gouvernement Enrico Letta a annoncé que son vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Angelino Alfano, se rendrait sur les lieux du désastre au plus vite. L'intense activité politique prévue, au lendemain d'une crise qui avait conduit le premier ministre à demander la confiance, a été suspendue en raison de la tragédie couverte par les télé en boucle...

Depuis le début de l'année, plus de 22 000 migrants ont été débarqués sur les côtes du sud du pays (Sicile et Calabre surtout), soit près de trois fois plus que sur l'ensemble de 2012. Un autre navire a d'ailleurs débarqué dans la nuit de mercredi à jeudi un total de 463 migrants, provenant apparemment de Syrie.

Lundi dernier, 13 immigrés - pour la plupart Erythréens - s'étaient noyés en tentant de rejoindre la côte près de Raguse (sud-est de la Sicile) après avoir sauté ou avoir été jetés par des passeurs d'une embarcation transportant environ 200 migrants et réfugiés.

Début août, un accident semblable s'était produit sur une plage de Catane (est de la Sicile) quand, six Egyptiens s'étaient noyés stupidement en pensant être arrivés à terre, quand leur embarcation s'était ensablée non loin du rivage.



Quand on a le président le plus nunuche de la terre, on a du mal à l'imaginer dialoguant avec des taiseux corses qui ont déjà dix bouteilles de propane à leur actif...

Petit homme mou vis



La Corse sera-t-elle un territoire d'outre-mer ?

La visite annoncée du Président de la République en Corse avait été préparée par deux événements importants : l'arrestation des mafieux de la bande du «Petit Bar» et puis le vote, il y a une semaine, des propositions constitutionnelles faites par l'Assemblée de Corse à la France.

Approuvé à une très forte majorité, le rapport de la commission Chaubon se veut une solution technique et juridique à quarante années de sang et de larmes... Pourquoi ne pas essayer ?

En Corse, la logique jacobine empêche la paix. Si la frustration s'est emparée des Corses c'est bien parce qu'aucune de leurs revendications raisonnables ne peut seulement aboutir à cause des «principes républicains» qui, par leur inadaptation récurrentes, bloquent tous les processus, toutes les promesses de préfet ou de ministres de l'intérieur, comme ce jour où le gouvernement avait voulu reconnaître le «peuple corse» et que cela fut naturellement retoqué par le conseil constitutionnel.

Pour le leader autonomiste François Alfonsi «Donner à la

question corse une traduction institutionnelle dans le cadre de la constitution française : voilà le défi que l'Assemblée de Corse veut relever pour sortir de 40 années d'une crise qui a provoqué tant de drames politiques. Mais il faut inscrire la spécificité de l'île dans le corps d'un texte fondamental dont la logique jacobine est par définition contraire à cet objectif. Ce qui ne sera pas une mince affaire !...

Alfonsi fait ici référence à La Commission Chaubon et aux constitutionnalistes qu'elle a associé à ses travaux. Toutes les options imaginées par la commission tournent autour de la même idée de contournement : puisque la

constitution ferme la porte des évolutions institutionnelles attendues par le peuple corse, puisque la décentralisation française au profit des régions n'a pas empêché le conflit, bien au contraire, il convient d'extraire la Corse du «droit commun» de l'organisation des collectivités françaises grâce à une modification constitutionnelle spécifique.

Et c'est là que la difficulté commence car il faut en passer alors par une modification de la constitution française avec tous les risques d'opposition, d'enlèvement ou de retoquage que cela représente.

(Suite page ci-contre)

Reims débute la commémoration du centenaire de 1914

La ville de Reims a démarré samedi son programme de célébrations du centenaire de la Première Guerre mondiale par la présentation d'un ouvrage d'art consacré à la "ville martyre" de 14-18.

Le livre "Reims 14-18, de la guerre à la paix", édité chez "La nuée bleue", dévoile à l'aide de plus de 300 photos souvent inédites l'histoire de Reims, des premiers bombardements de

septembre 1914 jusqu'à la reconstruction de la ville ravagée par le feu continu des canons allemands.

L'ouvrage, qui collectionne les travaux d'une trentaine d'auteurs, a été présenté samedi au public à l'occasion du lancement des célébrations rémoises du centenaire de la Grande Guerre.

"Reims, ville des sacres, ville martyre en 14-18, ville de la reddition en 1945 et ville de la réconciliation en 1962 va tenir une

place à part dans le cycle mémoriel de la Grande Guerre", a expliqué à l'AFP le général Elrick Irastorza, qui pilote la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale.

De nombreux rendez-vous commémoratifs sont donnés au public, dont un cycle de 52 conférences à raison d'une par mois jusqu'en novembre 2018, un colloque universitaire international sur le sort des troupes coloniales les 7 et 8 novembre 2013 ou encore un specta-

cle sons et lumières à partir de l'automne 2014.

"Aucune ville n'a connu comme Reims un tel acharnement, c'est en soi un symbole de cette guerre", a souligné l'historien Jean-Jacques Becker lors de la conférence inaugurale samedi. "La ville a été bombardée pendant 1.051 jours lors des quatre ans du conflit, sur les 14.000 maisons que comptait Reims, 60 seulement demeuraient habitables à la fin de la guerre", a-t-il rappelé.

En arrière plan de la visite de François Hollande, il y a le projet de réforme constitutionnelle voté par l'Assemblée Corse qui en demande officiellement la discussion au niveau français.

Visite les hommes durs

L'organisation territoriale actuelle de la France est régie par trois articles de la Constitution qui portent les numéros 72, 73 et 74, dont le contenu renvoie à la situation politique d'après-guerre, avant la décolonisation, du temps de la Communauté Française.

Ainsi, le statut de collectivité territoriale spéciale a déjà été accordé à Saint-Pierre et Miquelon, Saint Martin et Saint Barth. Il y a aussi le modèle des territoires d'outre-mer où les peuples canaques et polynésien sont parfaitement reconnus dans les faits et même en droit sous des aspects constitutionnels très particuliers, comme à Wallis et Futuna où les monarchies coutumières sont reconnues, par exemple....

Tout récemment encore, l'Assemblée Générale de l'ONU, sollicitée par le gouvernement d'Oscar Temaru, a rappelé par un vote très large que la Polynésie française figurait, comme par exemple le Sahara Occidental, sur la liste des « territoires à décoloniser ». Cependant, les vives réactions diplomatiques de la France à ce vote, et les tergiversations qui entourent le processus d'autodétermination en Nouvelle Calédonie, montrent bien que le temps de la décolonisation, aux yeux de Paris, est bel et bien révolu.

Les statuts particuliers accordés outre-mer (par exemple à Mayotte avant la départementalisation) ont guidé l'argumentation des consti-

tutionnalistes conduits par Guy Carcassonne.

La Commission Chaubon de l'Assemblée de Corse aura donc réfléchi autour des articles 72 et 73, pour que soit inscrite une mention spécifique relative à la Corse dans la Constitution française. Pour cela, l'argumentation des constitutionnalistes conduits par Guy Carcassonne apporte un éclairage très intéressant qui explique que la somme des spécificités actuellement en vigueur fait déjà de la Corse un territoire à part, et qu'il est « indécent, illogique et insultant que la Corse ne soit pas mentionnée dans le texte suprême (...) tandis que l'île de Clipperton, inconnue de tous, a les honneurs de la gravure dans le marbre constitutionnel ». Ils soulignent : « telle qu'elle est présentée dans la Constitution, la Corse est un territoire juridiquement inclassable, non identifiable. (...) Il est impensable que la Corse en reste à un statut hybride et silencieux ». Et ils dénoncent « l'incongruité de l'absence de référence explicite (...) car, si ce territoire relève bien de l'article 72, ses compétences (qui devraient en principe découler, en bonne logique, de son statut) sont une sorte de mixture qui ressemble fortement aux catégories des articles 73, voire 74. Un territoire doté d'une organisation spécifique, d'un régime électoral propre, de la possibilité d'extension des compétences, de ressources fiscales in-

directes dérogatoires, d'un droit de consultation sur les projets de textes législatifs et réglementaires, du pouvoir de propositions d'adaptation des lois et règlements, d'un pouvoir réglementaire sur habilitation, doit-il être encore qualifié de territoire « à statut particulier »? Assurément non, ce territoire, c'est la Corse ».

D'un point de vue constitutionnel, puisque la République accepte que la terre est ronde mais refuse néanmoins de regarder la Corse comme un île d'outre-mer, deux options sont mises en débat : soit la rédaction d'un alinéa complémentaire, le 72-5, venant compléter l'article 72 de la constitution par une référence explicite à la Corse, ou bien inclure la Corse dans l'article 73 celui qui traite des territoires d'outre-mer, en rabotant la spécificité actuelle de cet article relative à l'Outre-mer, tout en gardant l'essentiel de sa structure.

«Juridiquement, comme l'ont souligné les constitutionnalistes, la seconde option, celle de la Corse d'outre-mer, va plus loin et donne davantage de possibilités pour espérer mettre en œuvre une spécificité corse sur les dossiers essentiels comme la langue, le foncier ou la fiscalité, qui sont les trois grands thèmes sur lesquels portent le consensus réformiste au sein de la classe politique corse. Mais politiquement elle se révèle

moins susceptible de faire consensus, le regroupement de la Corse et de l'Outre-mer provoquant encore des réactions négatives, ici, et même là-bas où la crainte existe d'un jacobinisme qui serait renforcé pour refuser des évolutions qui seraient alors applicables à la Corse. D'où la préférence pour l'instant donnée à l'option du 72-5 qui présente quand même le grand inconvénient de maintenir la Corse sous le chapeau d'un droit commun plus étroit» commente François Alfonsi.

La réforme constitutionnelle dont il est question en Corse, est évidemment renvoyée par Hollande à la fin de la mandature au mieux, c'est à dire 2016. «Entre-temps, l'Assemblée de Corse aura été renouvelée en 2015, avec une nouvelle donne politique. Beaucoup dépendra de cette nouvelle donne pour forcer les portes du dialogue. Car, au bout du compte, quelles que soient les envolées jacobines que la Corse génère au sommet de l'Etat, seule comptera la volonté du peuple corse, inscrite dans la durée, et portée par une classe politique déterminée à aboutir», conclut François Alfonsi dans sa lettre ouverte.

Pour sa part, le Lys Noir est naturellement favorable à l'octroi, le plus vite possible, d'un plein et entier statut de territoire d'outre-mer à la Corse. Il apporte pour cela son total soutien au mouvement nationaliste et autonomiste corse.

Eire : La démocratie n'est pas réformable

Alors que le parlementarisme démontre partout son inadaptation, les Irlandais ont affirmé par référendum vouloir conserver leur Sénat, la seconde chambre qui joue pourtant un rôle mineur un peu à la façon du Sénat en France.

En effet, lors du référendum organisé le vendredi 4 octobre, les Irlandais ont voté à 51,7% contre la suppression de la Chambre haute du Parlement. Une petite surprise car les sondages, avant le vote, prédisaient une victoire du «oui». C'est aussi un camouflet pour le gouvernement qui voulait la disparition du Sénat pour faire des économies.

Le « non » l'a emporté, en récoltant 51,7% des suffrages. Une petite majorité, mais qui suffit. Le Sénat ne sera donc pas aboli en Irlande. Le coup est difficile à accuser pour le gouvernement. Le Premier ministre Enda Kenny soutenait fermement l'abolition – c'était d'ailleurs l'une de ses promesses de campagne.

Au château de Dublin, il s'est dit « déçu », mais « respectueux » de la décision des électeurs. Son argument phare était que le Sénat coûtait trop cher – environ 20 millions d'euros à l'année – alors qu'il n'avait que peu d'influence. Que l'Irlande se devait de faire des économies, alors qu'elle peine à sortir de la crise. Mais pour les sénateurs Irlandais, l'austérité a ses limites. Ils ont donc mené une dure campagne pour maintenir leurs sièges avec la complicité tacite de la plupart des grands partis de la République.

Naturellement, soutenus par toute l'oligarchie, les sénateurs ont donc sauvé leur peau de sénateur ! Et leurs indemnités.

Hier, seuls 39% des électeurs sont venus déposer leurs bulletins dans les urnes. Une participation faible, qui a peut-être influencé les résultats. Alors que depuis plusieurs semaines, tous les sondages prévoyaient la victoire du « oui » à l'abolition du Sénat parasite.



Alain Ferrandi, le chef des assassins du préfet Erignac, est un modèle de militant irréductible qui ne lache rien de sa doctrine, même en prison.

Alors qu'il est emprisonné depuis plus de treize années, Alain Ferrandi commence à voir la fin du tunnel puisqu'en 2014, sa situation carcérale sera désormais examinable, notamment au sujet de son rapatriement dans une prison corse.

Remarquable manieur d'aveux qui n'en sont pas et de dédouanements qui n'en sont pas, Alain Ferrandi aurait mérité de devenir aussi célèbre que Raffarin et ses «raffarinades».

En effet, durant toutes ces années, au cours d'une demi-douzaine de procès, les interventions fleuves d'Alain Ferrandi non jamais laissées derrière elles que des grattements de tête perplexes...

Alain Ferrandi a donc inventé la formule terroriste à tiroirs infinis : vive la ferrandinade !

Alain Ferrandi a beau avoir commandé le commando qui tua le préfet de la République Erignac, il n'en est pas moins estimable...

Il faut penser

Au début de cet été, des «anonymes» sont réapparus en Corse. Un communiqué non signé revendiquait l'attentat qui avait visé le 26 mai à Ajaccio, en Corse-du-Sud, le Groupe d'intervention régional (GIR). Le texte explique qu'il s'agit d'une action qui suit le fil de la résistance en Corse. Le texte, rédigé en langue corse et qui n'est pas signé, adressé à l'antenne ajaccienne de la radio France Bleu RCFM, affirme notamment que «*les moyens mis en oeuvre pour combattre la mafia ne valent rien*».

Cette action «*appuie l'objectif de destruction des instruments des colonialistes français*», disait encore le texte possédant un logo d'une tête de Maure (drapeau de l'île, ndlr) insérée dans les pourtours de la Corse. L'attentat qui avait fait des dégâts matériels avait été condamné par le ministère de l'Intérieur Manuel Valls qui y

voit une preuve de l'efficacité policière, là où des policiers craignent plutôt une reprise de la violence clandestine contre l'État.

Par le passé, la Corse a connu une multitude de mouvements clandestins éphémères et des communiqués souvent difficiles à attribuer à un groupe précis, rendant incertaine leur identification, mais celui-ci fut de plus près car, si les militants FLNC sont parfaitement connus de la Police anti-terroriste, celle-ci ne craint qu'une seule chose : le retour des anonymes incontrôlés, impossibles à discipliner par e moyens des éternelles tractations entre les militants nationalistes corses «officiels» et «l'Etat français».

L'inventeur des anonymes corses, c'est Alain Ferrandi, 53 ans. L'exact contraire de François Hollande qui, s'il était laissé seul à côté de Ferrandi, pleurerait toutes les larmes de son corps avant même que le le corse ne le touche...

(Suite page ci-contre)

Il était le chef des «anonymes»



Hasard du calendrier ou facétie de programmeur, le téléfilm *Les Anonymes* a été rediffusé par Canal+ quelques jours avant la visite présidentielle en Corse.

Le film, absolument haletant, traite de la longue garde-à vue des membres du commando nationaliste qui a tué, le 6 février 1998, le préfet de Corse Claude Erignac.

Pour rendre compte de cette affaire le réalisateur Pierre Schoeller a choisi de suivre, sans doute pour éviter tout risque de pour-

suite, la seule lecture judiciaire des événements en ne s'intéressant qu'au groupe opérationnel, celui basé au sud de l'île, dirigé par Alain Ferrandi et comprenant le tueur, Yvan Colonna. Or, un certain nombre d'éléments auraient permis d'évoquer l'existence d'un autre groupe dit d'"intellectuels" ayant, a minima, inspiré cet acte.

De même, Pierre Schoeller n'évoque pas un épisode crucial intervenu aux premières heures du moment-clé de cette affaire, les

gardes à vue, le 21 mai 1999, des membres du commando Erignac. L'un des avocats historiques du mouvement nationaliste et proche ami du groupe du nord a, en effet, été autorisé par les policiers anti-terroristes, contrairement aux règles en vigueur, à s'entretenir avec l'ensemble des personnes interpellées. Ces gardes à vue conduiront à la revendication de l'assassinat du préfet et à la désignation d'Yvan Colonna comme l'auteur des coups de feu mortels.

Que leur a-t-il dit au regard des éléments contenus dans le dossier, notamment en matière de téléphonie ? Son intervention a-t-elle facilité l'obtention des aveux des auteurs de l'assassinat tout en limitant les risques pour les possibles "commanditaires" ? C'est la part d'ombre d'une procédure judiciaire, un compromis non dit entre le respect du droit et le devoir de résultat chez les policiers comme dans le camp nationaliste en danger.

La mort du préfet Erignac est le temps fort de la résistance du peuple corse. Alain Ferrandi en a toujours attendu et espéré un lendemain fécond, par effet en onde de choc lointaine...

er à Alain Ferrandi..

Après s'être retiré du FLNC vers 1992-1993, en raison, selon un de ses proches, «de la dérive fratricide» du monde nationaliste qui trouva un point d'orgue lors de l'assassinat de Robert Sozzi, le 15 juin 1993, Ferrandi n'entra pas à l'ENA, Ferrandi ne devint pas député socialiste à poignées d'amour, mais gérant du garage Hertz à l'aéroport de Campo dell'Oro, à Ajaccio...

Homme de la gauche nationale-révolutionnaire, comme son ami Sozzi qui fut le premier éliminé par ses frères d'armes du FLNC (pour ce qui est apparu à la plupart des militants comme un prétexte), Ferrandi fut longtemps présenté comme l'un des responsables du FLNC dans la région Sagone-Cargèse.

Pendant cinq années, Ferrandi avait pris ses distances, laissant entendre que la naissance de son fils était désormais une priorité. Ancien agriculteur, il s'était associé dans une bergerie avec José Santoni, soupçonné d'appartenir lui aussi au FLNC pour son implication dans un attentat contre la gare maritime d'Ajaccio en 1996.

Proche de la famille Filippi, qui contrôlait pour le FLNC Canal historique la concession de loueur, Alain Ferrandi, selon les témoignages de tous, n'occupait pas pour autant un emploi fictif.

Le 6 février 1998, le préfet de Corse Claude Erignac est tué de trois balles dans une rue d'Ajaccio, alors qu'il se rend à pied à un concert après avoir garé sa voiture. Trois jours plus tard, l'assassinat est revendiqué par un groupe anonyme, qui mentionne l'utilisation d'une arme volée lors d'une attaque de gendarmerie, en septembre 1997 à Pietrosella (Corse-du-Sud). Aussitôt les dirigeants FLNC parleront de «dérive brigadiste».

Le 19 août 1998 a lieu une rencontre décisive : c'est là que Ferrandi et ses lieutenants ont rencontré Jean Castela et ses proches, six mois après l'assassinat du préfet. Pour, estiment les enquêteurs, rédiger le dernier communiqué du «groupe des anonymes» paru le 21 septembre 1998, où était donné le numéro de la deuxième arme volée aux gendarmes, en guise d'authentification.

Parmi ces hommes : Yvan Colonna, resté proche de la Cuncolta, qui a fait des études de prof de gym, et vit de petits boulots avant de s'installer berger dans le golfe de Cargèse. C'est une figure du militantisme nationaliste à Cargèse, les policiers qui ont eu affaire à lui le disent «peu bavard, très intelligent, mâchoires serrées». Autre vedette du groupe : Pierre Alessandri, ami d'enfance de Ferrandi, qui a été membre de l'exécutif de la Cuncolta, où il avait en charge les questions foncières. Décrit comme «très intelligent» par la police, il vend des extraits d'essences précieuses du maquis à Cargèse. Parmi les autres anonymes : un comptable d'hôtel, un instituteur, des agriculteurs, etc... De parfaits anonymes.

C'est donc au moment où Alain Ferrandi menait une petite vie apparemment tranquille mais quand même surveillée qu'il repéra aussi la balise policière sous sa voiture, qui trahissait sous



ses mouvements. Le 21 mai 1999, un an et demi après l'attentat, Alain Ferrandi est arrêté avec trois autres hommes dans la région d'Ajaccio. Trois passent aux aveux. Trois jours plus tard, un mandat d'arrêt est lancé contre Yvan Colonna, désigné pendant les gardes à vue comme le tireur et qui a pris le maquis après que son nom eut été cité par Le Monde.

À l'issue, du procès de ces huit militants nationalistes devant la cour d'assises spéciale de Paris, Ferrandi et son ami d'enfance Alessandri sont condamnés à la réclusion à perpétuité pour assassinat. Les six autres écoperont de peines allant de 15 à 30 ans pour complicité. Seuls Andriuzzi et Castela feront appel.

Le 4 juillet 2003, Yvan Colonna, fils d'un ancien parlementaire socialiste, est enfin arrêté dans le maquis corse au terme d'une cavale de quatre ans. Un an plus tard, dans un courrier à la juge Laurence Le Vert, Pierre Alessandri, perdu pour perdu, s'accuse d'être l'auteur du tir et disculpe Colonna, mais le procès d'Yvan Colonna devant la cour d'assises spéciale de Paris débouche sur une condamnation à la perpétuité, malgré deux autres procès fait appel.

S'il reconnaît sa participation et même son rôle de chef de l'organisation, Alain Ferrandi n'a jamais voulu citer d'autres nom que le sien... D'où des déclarations alambiquées et son goût pour l'aparté doctrinal plutôt que pour le récit des faits eux-mêmes.

Ferrandi suspecta un moment Yvan Colonna qui n'avait pas été arrêté en même temps que le groupe de les avoir balancé. Et puis au cours

des trois procès Colonna, comme au cours de l'instruction, Alain Ferrandi adopta un discours allusif à propos de Colonna. Les deux hommes sont désormais salement brouillés : Colonna reprochant à Ferrandi de ne pas le disculper assez... et Ferrandi reprochant à Colonna, à mots couverts et par formules sybillines, de fuir ses responsabilités.

Quoi qu'il en soit, depuis treize années, Alain Ferrandi incarne le chef révolutionnaire qui conserve sa dialectique jusqu'au bout. Sa femme l'a quitté, mais il tient bon.

En prison, à la centrale de Clairveaux, en compagnie d'un compatriote corse, il a failli être assassiné par un clan marseillais à coups de chaisettes lestées de boules de pétanque.

L'année prochaine, selon la loi ordinaire, il aura effectué quatorze années de détention et sera accessible à un transfert en Corse et à des aménagements de peine car heureusement, la France ne traite pas ses opposants comme les

US le font avec Unabomber... Alain Ferrandi fait le plus gros. Alors nous devons nous préparer à soutenir sa libération.



On l'a longtemps dit mou et humilié sous Sarkozy.. alors qu'il était simplement patient et soutenu par tous les députés. Est-il aujourd'hui devenu dangereux pour le système oligarchique ?

François Fillon est-il no

Le cave se rebiffe... Cela pourrait être le titre de la rubrique politique des deux dernières semaines pendant lesquelles François Fillon a brusquement repris la main.

Si on l'attendait au centre droit, il réapparaît entre droite et extrême-droite et avec une chapka russe sur la tête..

Médusée, la classe politique n'en revient pas. Déjà les mauvais articles pleuvent, les journalistes se demandent à sa place si la «stratégie du bad boy» sera payante...

Mais François Fillon est allé trop loin. Il est peut-être en train d'échapper au système. Auquel cas, l'événement serait tellement riche de possibilités politiques, que le Lys Noir soutiendrait le Monck !

Pour les baiser tous bien profond, faudrait que je sois populaire.. et pour cela, il faudrait que je me laisse aller, que je me redécouvre patriote... Mais, ça je sais pas si je dois..



Pour juger de la qualité et de la sincérité intime des «présidentiables» dans un système démocratique de type ultra-présidentieliste comme le nôtre, il ne faut jamais méconnaître que le mensonge est leur fatalité avant la conquête du graal, et que l'intelligence la plus subtile consiste justement à ne rien dévoiler de ses intentions réelles avant le sacre populaire. A personne. En réalité, certains d'entre eux peuvent avoir été sincèrement patriote et l'être secrètement resté (ou redevenu) alors que tout au long de leur carrière ils auront tenté de cacher leur véritable nature politique par souci de ne pas déplaire et de ne pas s'exposer avant la bataille finale. Ces êtres qui gardent tout pour eux, en eux, et acceptent même de servir toutes les causes qu'il méprisent, sont la grande curiosité psychologique des démocraties. Evidemment, la plupart au bout du parcours arrivent lessivé intérieurement par leurs mensonges et leurs reniements successifs et obligatoires. Mais certains, comme tous ceux qui entourent aujourd'hui Fillon au plus près (Ciotti, Léonetti, Longuet), conservent jusqu'au bout une envie de bien faire, une envie de fidélité à l'idéal de jeunesse. C'est parmi ces hommes qu'il faut certainement voir aujourd'hui ce que Charles Maurras appelait le Monck, vous savez, ce dignitaire fidèle et insoupçonnable du système qui se retourne toutefois contre lui pour installer son absolu contraire !

Dans le cas de François Fillon, il y a deux dimensions que cet homme élégant et discret ne pourra plus concilier en lui jusqu'à la fin : d'abord son côté babyboomer insouciant, un rien «mod», fan des 24 Heures du Mans, genre branleur bourgeois de préfecture rurale... Et puis son côté politicien rigoureux qui se choisit deux fois des mentors souverainistes : Joël Le Theule puis Philippe Seguin. En effet, jusqu'à sa défense acharnée du Non à Maastricht, Fillon s'est montré un souverainiste de première ligne. On le sait, on en a tous eu mille preuves.

A-t-il compris alors, à ce moment du triomphe de l'oligarchie mercantile, que son impuissance à sauver la patrie durerait tant qu'il n'aurait pas accédé lui-même à la magistrature suprême ? En tout cas, à partir de ce moment-là, quitte à passer pour un renégat ou un avaleur de couleuvres, François Fillon va tout miser sur son destin personnel, lui qui naquit dans une petite ville de province qui n'a rien de fofichon, si bien qu'on peut comprendre, au fond, la passion pour les 24 heures du Mans....

Est-il devenu premier-ministre du gougnafier Sarkozy juste pour se placer dans son sillage, juste pour lui sucer la roue et le déposer ensuite au premier sprint ? C'est possible, c'est même très probable.

Et Dieu sait si le souverainiste François Fillon dut ronger son frein sous Sarkozy, surtout quand le misérable président bling-bling s'affaira à réintroduire la France dans l'organisation intégrée de l'OTAN....

Marine Le Pen a parfaitement raison quand elle soulève que si François Fillon est aujourd'hui hostile à l'intervention en Syrie, il ne fit rien pour empêcher la guerre personnelle que mena Sarkozy contre le pauvre Khadafi qui en ignora certainement les raisons jusqu'au bout.

Mais justement, il fallait attendre... Il était prudent d'attendre. Face à un forcené tel que Sarkozy, il ne faut pas bouger, ne rien dire, avaler ses rancœurs et faire taire, contre la détestation de ses mauvaises manières qui vous monte, vos insurrections d'homme bien élevé.

Mais maintenant, le temps des garages Simca et Panhard est terminé. Le temps des «circuit 24» et des petits trains «Jouef» aussi est bien mort. Des choses sérieuses et mortelles ont commencé. On ne joue plus ! Fini le temps de l'insouciance provinciale dans une France éternelle qui pouvait tout supporter puisque dans un tel pays les saluts peuvent attendre jusqu'au dernier moment. La France n'est plus éternelle : elle est en train de mourir. Cela fait deux siècles qu'on le dit, mais maintenant, on peut le voir.

Même à travers les vitres blindées fumées d'une berline officielle, on peut voir les rues de Paris !!! Qu'est-ce que vous croyez, bande de petits cons !

«Volé» de sa victoire à la présidence par cet infect roumain de Copé, François Fillon a mis du temps à digérer l'affront et à réaliser comme cela le rendait beaucoup plus libre, au fond. Mais désormais c'est fait. Fillon a sorti le sabre.

Alors que tout le monde l'attendait là où il avait été poussé, c'est à dire à la gauche de l'UMP, en compagnie de tous les modérés qui voulaient résister poliment au populisme, François Fillon a opéré un de ses mouvements stratégiques comme seul Jean-François Copé se croyait jusqu'ici capable à l'UMP !

Ce Copé, inhibé à son tour par sa présidence de l'UMP à quelques mois des municipales qu'il entend gagner, Fillon était donc sûr de l'ahurir !

Aussi puisque Copé surfait jusqu'à présent sur des finasseries de bateleur moldave -petits pain au chocolat et «racisme anti-blancs»- il fallait le démolir subitement avec deux actes forts assésés en une seule semaine par Fillon : d'abord la fin du cordon sanitaire contre le Front National et puis la complicité affichée avec Vladimir Poutine contre la politique aplatée de François Hollande à propos de la Syrie.

(Suite page ci-contre)

A tous ceux qui cherchent une figure nationale crédible pour incarner bientôt le coup de force si nécessaire, François Fillon pourrait apparaître comme une solution, à la condition d'aller plus loin...

Notre prochain Monck ?

A ces deux signes forts, il manque évidemment leurs prolongements : la fin de la soumission à l'UE et la constitution d'un axe Paris-Moscou ; et puis la rupture officielle avec le discours immigrationniste de l'oligarchie et du gauchisme réunis.

S'il s'approchait rapidement de ces deux «conclusions» personnelles, s'il était capable de les enfourcher pour aller au pouvoir avec cette seule monture, l'irrésistible ascension politique et sondagière de Marine Le Pen serait alors stoppée net et les Le Pen renvoyés à leur incontestable talent pour animer des grillades entre vigiles, cagoles et chaisières.. En un mot, si François Fillon a décidé d'être le Monck, s'il a décidé de faire sauter tous les vernis, s'il a décidé de se dérider enfin, s'il a choisi de tomber le masque avant l'élection suprême afin de remporter celle-ci qu'il ne peut plus remporter avec de simples mondanités politiciennes, s'il se voit désormais, à l'aube de sa soixantaine, en sauveur de peuple et en personnage churchillien et gaullien à la fois, s'il a décidé de redevenir un gaulliste intransigeant, alors, fort de sa qualité d'ancien premier-ministre, il n'aura aucun mal à tisser le lien nécessaire avec le peuple de France qui veut bien espérer fort, mais toujours dans le cadre d'un projet possible...

Quoi qu'il en soit, François Fillon sait déjà très bien que ses mimiques amicales et fraternelles avec Poutine ne seront pas sans conséquences. Plus rien ne lui sera pardonné par les réseaux américains. Va falloir payer cash. Il a donc désormais tous les antifascistes et tous les affairistes sur le dos. L'axe anti-fasciste Parizot-Besancenot ne cessera plus de vouloir sa perte. Il sera désormais guetté, épié, suspecté à la moindre déclaration.

S'il emporte dans le complot sa légitimité d'ancien chef du gouvernement, s'il joue au Georges Bidault que nous aimons tant au Lys Noir, alors il sera DANGEREUX.

C'est dans les prochaines semaines que nous saurons si François Fillon est un velléitaire possédé par le sens de la volte-face ou bien s'il s'est mis à chouanner réellement, lui qui pourrait avoir cela dans le sang puisque son père était vendéen...

Nous devons nous tenir prêts. Si Marine Le Pen est le premier choix pour l'instant, le Lys Noir peut revenir à n'importe quel moment à son intuition maurrassienne que le Monck, c'est tout de même beaucoup mieux que les grillades avec cagoles du FN !!!



Des militants Front de gauche se sont institués en «historiens de garde» afin de contredire chaque fois que possible les historiens royalistes Lorant Deutsch et Jean Sévilla !

Lorant Deutsch persécuté



Pour les Historiens de garde, Lorant Deutsch, comme Sévilla, est coupable de cultiver notre «roman national» et de dédaigner l'histoire marxisante au profit de l'épopée...

par le Front de gauche

Lorant Deutsch est un écrivain sensible au «roman national» et il possède, de façon incontestable et émouvante «l'hyper France» en lui. Les ventes records de son premier livre Métrone et le fait que Lorant Deutsch occupe aujourd'hui la place que le trio Castellot, Chiappe et Decaux occupait il y a quarante ans, a fait que les gauchistes n'ont pas manqué de s'intresser à lui, même si Lorant Deutsch a toujours pris la précaution oratoire de se présenter comme «royaliste de gauche», un sophisme qui ne recoupe aucune réalité, on le sait tous...

Lorant Deutsch est donc suivi, espionné, persécuté. «Caricaturant avec ironie et un grand mépris la position scientifique d'historiens dont il ne cite même pas le nom (y compris dans la bibliographie), il fait sien la théorie du choc des civilisations, après avoir défendu celle – tout autant marquée idéologiquement – du «génocide» vendéen. On connaît aujourd'hui l'ambiance pesante qui règne en France, notamment une montée de l'islamophobie qu'il serait difficile de nier. On peut dès lors s'inquiéter qu'une célébrité comme Lorant Deutsch semble reprendre à son compte une version pour le moins problématique de la bataille de Poitiers, en particulier la manière avec laquelle il la raconte» affirme un certain Christophe Naudin qui promet de s'en prendre de la même manière au prochain ouvrage de notre camarade Jean Sévilla dont chacun sait qu'il est aussi royaliste que Eutsch...

Comme Christophe Naudin a des moeurs de chien policier, il a donc regroupé autour de lui une poignée d'historiens de garde... qui, évidemment, reprochent surtout à Lorant Deutsch ses «nombreuses sorties médiatiques» qui popularisent d'autant l'idée que l'Histoire existait avant ses exégèses marxistes.

Dans le nouvel ouvrage de Lorant Deutsch, ce qui hérisse les «historiens de garde», c'est son récit de la bataille de Poitiers... Dans le choc des armures, les «historiens de garde» voient comme une grosse allusion au choc des civilisations et rien ne peut aujourd'hui dissiper leurs doutes.

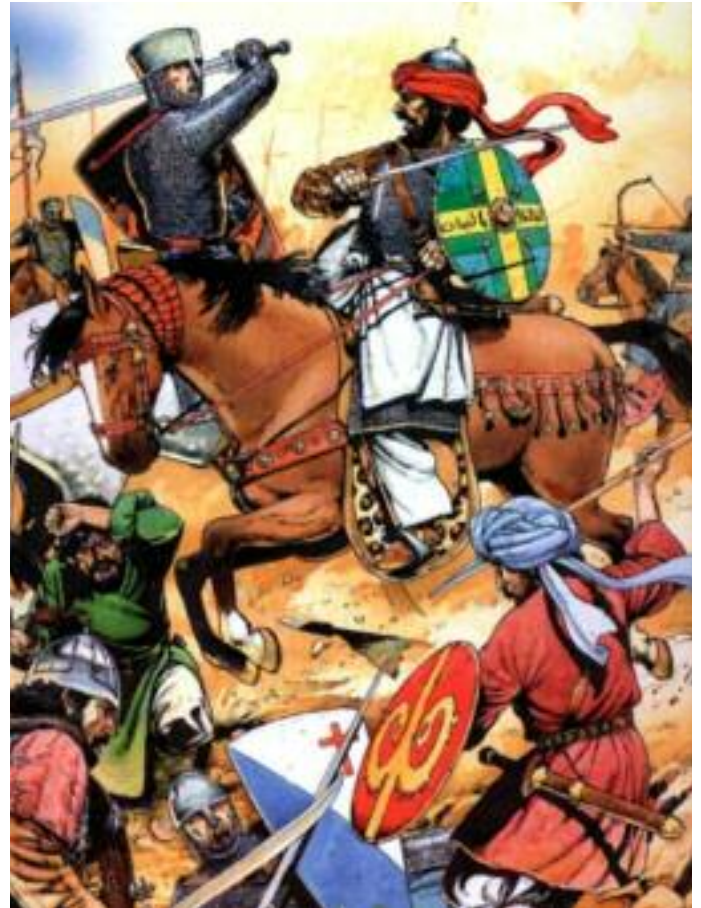
C'est dans le chapitre "Le Croissant et le Marteau" que la bataille de Poitiers est longuement évo-

quée par l'écrivain-acteur. L'avancée des musulmans est montrée comme une vague déferlante de conquêtes, de destructions et de massacres... ce qu'elle fut évidemment mais qui ne plait pas aux «historiens de garde» pour qui, si monsieur Dupont du 8ème étage de la Tour Gorges BVRasens tombe là-dessus, cela lui donnera les idées qu'il n'a pas encore eu depuis que des racailles lui ont cramé trois fois sa bagnole...

Il est vrai que Lorant Deutsch appelle un chat un chat et un bougnoule un sarazin. "Coran dans une main, cimenterie dans l'autre, ils ont envahi Narbonne et sa région, massacrant les défenseurs de la ville, envoyant femmes et enfants en esclavage, offrant terres et habitations à des milliers de familles musulmanes venues d'Afrique du Nord [...]" (p 224). Il insiste sur le nombre : "des centaines de milliers d'Arabes et de Berbères, formant une armée massive suivie par une population d'hommes, de femmes, d'enfants et d'esclaves pressés de prendre possession des futures terres occupées" (p 225). Des musulmans qui forment "une masse immense" (p 225), un "déferlement sarrasin" (p 225), et des "houles" (p 226) qu'il faut contenir. Le comédien enfonce le clou à plusieurs reprises sur la violence de "l'envahisseur" (p 226), qui a "transformé les églises et les synagogues en mosquées" (p 223), et perpétrés des "pillages" et des "massacres" (p 226).

Si dans son précédent ouvrage, Deutsch y allait molo piano, il a cette fois choisi ouvertement de mériter l'amitié et la confiance que lui donne le prince Jean de France. Dans sa conclusion sur la bataille de Poitiers, Deutsch lâche le morceau, il montre bien au passage qu'il est conscient de la merde qu'il fout chez les gauchistes : "je le sais bien, la bataille de Poitiers, le Croissant contre la Croix, l'union sacrée des chrétiens et des païens contre l'envahisseur musulman dérangent le politiquement correct" (p 231)... Alors, pour nier ce choc des civilisations, certains historiens ont limité la portée de la bataille remportée par Charles Martel" (p 231).

Et comme dans une mêlée d'armures du temps jadis, Lorant Deutsch y va de bon coeur, il fait dans la moquerie à l'égard de l'arabe, le sarrasin, le bougnoule si vous préférez : "Charles Martel



s'est énervé un peu vite, il aurait dû attendre quelques semaines et les Arabes seraient sagement rentrés chez eux, en Espagne...».

Pour les «historiens de garde» qui se bouffent les couilles devant tant d'impunités, il est «difficile de ne pas voir des allusions contemporaines quand Deutsch évoque ces "milliers de familles musulmanes venues d'Afrique du Nord" (p 224), "toute cette population qui croyait pouvoir venir s'installer sur les riches terres de France" (p 231)». Les amis de Christophe Naudin sont donc ulcérés...

Ah ben oui, mais c'est comme cela, bande de gauchistes de merde... Va falloir vous habituer... On revient dans le jeu... fils de putes, bande de sarrasins...

Alors, devant tant de «malpolitesse» déployée par Lorant Deutsch à l'égard de leur vérité arrangeante et savamment réécrite, les gauchistes des «historiens de garde» finissent par chialer littéralement : «A l'heure où il est difficile de nier une montée de l'islamophobie en France, on peut

juger préoccupant ce choix d'un comédien célèbre de raconter un tel événement historique de cette façon. Est-ce politiquement correct de remarquer une étrange corrélation entre le discours et le vocabulaire de Deutsch sur cette bataille, et celui de l'extrême droite la plus dure ? Le grand public mérite mieux en guise d'histoire que ce récit identitaire, jouant sur les fantasmes les plus caricaturaux. Les travaux de vulgarisation de qualité produits par des historiens, des archéologues, des anthropologues soutenus par la recherche publique existent. Aux médias de faire leur travail et de permettre leur diffusion. Et de rester vigilants face aux usages publics de l'histoire, qu'ils viennent de politiques ou de célébrités.»

Ah ! Allez, bande d'enculés. On en a marre de vous entendre tout le temps geindre.. Alors vous voulez savoir quoi ? On a maintenant envie de fracasser vos crânes à coups de hache et de vos envoyer nos éperons dans les burnes !!!

Ca serait pas chrétien, mais cela nous ferait tant plaisir !

Le plus grand orateur des tribunes nationalistes françaises a toujours eu deux vies : celle d'un l'écrivain-militant français et celle d'un poète gascon !

Alexis Arette sort un no

Dans son dernier ouvrage le poète gascon et éveillé de Français, Alexis Arette-Landresse, nous donne à voir ce que pourrait être l'Homme sentinelle du futur, un homme qui regarderait le monde courir à sa perte et qui néanmoins, tenterait de peser encore, l'air de rien, sur les aiguillage de l'événement.

A 86 ans, Alexis Arette est une de nos grandes sentinelles, presque la dernière. Mais quel sens donne-t-il lui-même au mot tiré de l'ordre donné par Dieu au Prophète Ezéchiel : « Fils d'homme, je t'ai fait sentinelle » ?

Dans un entretien accordé récemment à Fabrice Dutilleul, Arette donne sa réponse : *La Sentinelle, c'est l'homme lucide, à qui Dieu fait devoir d'annoncer l'ennemi, c'est-à-dire l'avancée des périls dans la société. Bainville disait « On a toujours les conséquences ! », et il n'est pas du tout certain que la phrase que l'on a prêté à Louis XV : « Après moi le*

déluge ! » ne soit pas celle d'un visionnaire qui se sentait impuissant devant la perversité du siècle. De bonnes connaissances et l'exercice de la logique devraient établir des lois de sauvegarde, mais lorsque les responsables deviennent des privilégiés, si le vice est le soutien de leur prospérité, ils feront tout pour garder le pouvoir jusqu'au déluge ! Aujourd'hui, plus personne n'est perçu comme sentinelles, et la République des repus continue d'appliquer le précepte mortel de Rousseau : « Écartons les faits, ils n'ont rien à voir à l'affaire » !

Cet Alexis Arette que nous plaçons dans la galerie de nos maîtres

à penser anti-modernes, de ceux qui ont développé une profonde mystique de la France, fut naturellement un syndicaliste paysan inspiré, insurgé, créateur de la Coordination Rurale avec Jacques Laigneau. Il fut aussi, lui qui parle mieux que Le Pen et en fut son compagnon d'armes en Indochine, conseiller régional du Front National en Aquitaine.

Mais il est aussi le plus grand poète gascon contemporain, le grand résistant littéraire à cet occitanisme qui, depuis la seconde guerre, reproduit contre les petites langues occitane, le même domination militante que le français sur l'occitan...

(Suite page ci-contre)

Feuille de route ? Vous avez dit «feuille de route»? Après plusieurs mois de pression, les islamistes tunisiens d'Ennahda viennent de capituler leur pouvoir dans les mains du «dialogue national».

Tunis : l'Armée pousse Ennahda dehors en secret

En Tunisie, victime d'une pression politique et diplomatique constante ainsi que d'une économie touristique en chute libre, Ennahda va quitter le pouvoir.

Ce départ, à mettre en miroir avec l'effondrement des frères Musulmans en Egypte, prouve une seconde fois que les partis islamistes des Révolution arabes avaient sous-estimé le poids de l'industrie touristique sur les opinions. Ennahda qui dirige le gouvernement tunisien depuis deux ans s'est engagé samedi après-midi à quitter le pouvoir avant la fin octobre pour résoudre la profonde crise politique ouverte après sa victoire aux élections ayant suivi la révolution de janvier 2011.

Le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi et les dirigeants des partis d'opposition ont paraphé une *feuille de route* prévoyant la désignation avant la fin de la semaine prochaine d'un Premier ministre indépendant qui aura deux semaines pour former son cabinet.

Le cabinet dirigé par Ennahda devra alors démissionner, le document signé disant que «le gouvernement donne sa démission dans un délai ne dépassant pas trois semaines» après la première séance dialogue national.

La signature de ce texte rédigé par quatre médiateurs a été disputée jusqu'au bout, retardant la cérémonie de samedi, mais finalement le chef d'Ennahda Rached Ghannouchi et les dirigeants de l'opposition l'ont signés devant la presse et la classe politique. Le Congrès Pour la République, parti du président Moncef Marzouki et allié séculier d'Ennahda, a lui refusé de le parapher.

Réprimé sous le régime déchu de Zine El Abdine Ben Ali, Ennahda a été fragilisé ces derniers mois par deux assassinats d'opposants, des disputes politiques successives et des conflits sociaux à répétition sans pouvoir

mener à bien la rédaction de la Constitution.

Le précédent gouvernement dirigé par les islamistes avait démissionné en février après l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd et la crise actuelle a été déclenchée par la meurtre du député Mohamed Brahmi.

La feuille de route signée samedi prévoit d'ailleurs, à l'issue d'un «dialogue national» réunissant toute la classe politique, l'adoption dans les quatre semaines d'une Constitution et d'un calendrier électoral, des sujets bloqués depuis des mois.

Les deux camps, qui entretiennent des relations délétères, se sont une nouvelle fois vivement attaqués l'un l'autre, retardant de près de quatre heures la cérémonie d'ouverture du dialogue national. Les négociations de fond ne doivent commencer qu'en début de semaine prochaine.

Jusqu'au bout, selon l'opposition, Ennahda a tout fait pour ne pas signer la feuille de route avant de céder finalement. Signe du climat de tension régnant entre les deux camps, le chef du parti islamiste a vivement critiqué l'opposition sur Twitter. «Après un retard dû au chantage de dernière minute de l'opposition, coup d'envoi du dialogue national», a-t-il écrit.

Avant d'obtenir la démission formelle du gouvernement, le «dialogue national» doit cependant dégager un compromis sur l'identité des futurs membres du gouvernement. «Nous n'allons pas décevoir les Tunisiens ni le dialogue», a assuré le Premier ministre Ali Laryedh devant une foule de responsables de partis, les médiateurs de la crise et le président Moncef Marzouki.

Le président de l'Assemblée nationale constituante (ANC), Mustapha Ben Jaafar, allié laïque des islamistes, a souligné dans un discours qu'un «échec serait un péché dont nous aurons à répondre». Le chef de l'Etat a pour sa

part martelé qu'un échec des pourparlers «portera un coup aux droits de centaines de milliers de Tunisiens».

Le secrétaire général de l'UGTT, principal médiateur de la crise qui mine le pays depuis deux mois, a pour sa part rappelé aux partis politiques l'urgence de résoudre leurs différends. «La Tunisie passe par une crise politique, économique, sociale sans précédent qui nécessite des mesures audacieuses», a déclaré Houcine Abassi.

Les experts étaient très prudents quant aux chances de succès de ce «dialogue national», dont l'organisation a nécessité deux mois de négociations sous l'égide de l'UGTT et de trois autres médiateurs. Le chercheur Sami Brahmeh relève aussi qu'«au niveau pratique, le calendrier de la feuille de route est réalisable, mais le problème est d'ordre moral, le manque de confiance et la méfiance entre la coalition au pouvoir (...) et l'opposition».

Naturellement, les effets du coup d'état militaire égyptien se sont fait sentir à Tunis où l'armée n'a cependant pas été obligée d'intervenir autrement que dans les couloirs feutrés du «Dialogue national».

Signe de l'animosité ambiante, des figures d'opposition ont accusé une nouvelle fois cette semaine Ennahda d'être impliqué dans l'assassinat du député Mohamed Brahmi en juillet et dans celui en février d'un autre opposant, Chokri Belaïd. Ces crimes jamais revendiqués ont été attribués à la mouvance salafiste.

Par ailleurs, la paralysie institutionnelle, associée à l'émergence de groupes salafistes armés, a nourri les difficultés économiques, les investisseurs se montrant toujours plus frileux tandis que l'inflation et la dépréciation du dinar tunisien viennent grignoter le pouvoir d'achat très touché par la disparition quasi totale de l'économie touristique.

A 86 ans, Alexis Arette publie un nouveau ouvrage aux limites du mysticisme et de la prophétie que leurs amateurs traitent de façon ridicule parce qu'ils n'ont pas l'inépuisable culture d'Alexis Arette.

Un nouveau livre événement

Bien que condamné par les occitanistes qui peuvent se montrer aussi chien qu'un gauchiste, Alexis continue d'écrire des poèmes gascons sublimes qui ne sont donc pas publiés ; l'occitanisme officiel, abrité désormais dans l'extrême gauche nourrie au lait de la social-démocratie, préférant financer l'édition d'une sous-littérature.

Alexis Arette, Orphée béarnais, aura ainsi traversé l'enfer occitaniste pour l'amour de sa langue maternelle : le béarnais !

Rien ne lui aura été épargné : lettres anonymes, injures, menaces de mort, car c'est cela aussi l'occitanisme gauchisant. Et pire que tout, la censure. On cherchera vainement des extraits d'Alexis Arette dans les recueils, anthologies, manuels, dictionnaires et autres ouvrages didactiques publiés par les occitanistes du Béarn. Sa poésie étant le contraire de leur langue de bois, il importait de la faire disparaître. Toute la clique a donc organisé sciemment le boycott du plus grand poète béarnais de tous les temps, le plus profond, le plus fécond.

Depuis qu'Arette est connu comme royaliste et héritier de l'esprit des « chemises vertes » de Dor-gères, il est interdit de parler en bien d'un livre d'Alexis Arette : la revue *Pais Gascons* refuse les chroniques consacrées à ses ouvrages, y compris ceux qui sont parfaitement apolitiques, recensant les expressions empruntées à l'observation du monde animal et passées dans le langage courant.

Bien entendu, toute personne qui prend fait et cause pour le poète Alexis Arette est suspectée d'appartenir à l'extrême droite. Or malgré la profondeur des idées politiques d'Alexis Arette, bien malin qui en trouvera le reflet dans sa poésie ! Elle est simplement humaine et bouleversante. Elle nous parle de la vie, de l'amour et de la mort, dans une langue béarnaise riche, souple, et qui a la courtoisie d'être toujours parfaitement compréhensible.

En réalité Alexis Arette sert de repoussoir. En effet la graphie normalisée, dite faussement « classique », sur laquelle repose le dogme occitaniste de la langue unique, a été codifiée par le pharmacien audois Louis Alibert, condamné à la prison pour collaboration à la Libération.

A l'égard des dominateurs occi-

naiste, Alexis n'a plus qu'un mot à servir : Trous du cul ! En effet, dans ses fables et gnargues la puissance du verbe d'Alexis Arette atteint souvent une dimension rabelaisienne. Cette partie du corps fournit la rime de cette façon la plus courte qui soit à « l'escu », à « *truca du* » ou à « *y a pas degü?* »

Mais si les gaulois, n'ont pas franchi la Garonne avant Crassus, la gouloiserie, elle, a toujours droit de cité en Gascogne et en Béarn. Que seraient, sans elle, les repas de noces autour de Momas, là où habite encore Arette dans la ferme de ses aïeux.

Ceux qui pourraient s'offusquer de la verveur de son verbe ne manqueront pas, cependant, d'être séduits par l'extrême richesse d'un vocabulaire béarnais varié, signifiant, et truculent : il nous change tant de cette langue de bois traduite en béarnais que l'on entend trop souvent trébucher dans les radios !

Alexis Arette, co-fondateur du Festival de la chanson béarnaise de Siros, est une des figures emblématiques du Béarn et de la Gascogne. Sa connaissance profonde de la langue, de la culture et de l'histoire béarnaise en font un des meilleurs connaisseurs de la « gasconitude ». Ses poésies, ses pièces de théâtre en béarnais comptent parmi les œuvres les plus marquantes des cinquante dernières années de la littérature gasconne.

La meilleure sentinelle est évidemment celui qui ne se tait pas quand l'ennemi vient...

D'ailleurs Alexis Arette s'affirme toujours comme maurrassien : « *après le déluge qui se prépare, l'empirisme organisateur de Charles Maurras retrouvera la place qui lui est due. Et si le langage religieux qu'emploient les sentinelles du passé peut paraître anachronique à notre époque, il faut se souvenir que l'on ne peut absolument pas juger le passé sur nos critères d'aujourd'hui, mais aussi que les lois du Décalogue restent le fondement justicialiste, c'est-à-dire le « garde fou » de la cité.* »

Cela Alexis Arette nous prévient d'autant plus fortement qu'il est une sentinelle bien informée puisqu'il croit aux prophéties dont il est l'un des plus fins connaisseurs qui soient : « *Quant Edgar Cayce, « prophète » laïque s'il en fut, prédit, au moment où la Russie Sovié-*



tique occupe la moitié de l'Europe, que le régime tombera, et que la Russie sera un rempart du monde chrétien, on est obligé de dire, en voyant Poutine faire ostensiblement le signe de la croix, que Cayce avait bien « vu » l'avenir. Quant une religieuse, à l'époque où la Monarchie française semble donner le bon ton à l'Europe, prédit sa chute et l'exécution du Roi, il faut bien admettre qu'elle a reçu des dons qui ne sont pas communs.

Par ailleurs, il faut considérer aussi que les « voyants » sont parfois dotés de pouvoirs exceptionnels, comme les « bilocations », par exemple. Mais depuis la découverte de la « relativité » par Einstein, le temps n'est plus une donnée impénétrable, et les vrais visionnaires arrivent à s'y mouvoir. Mais bien sûr, il y a aussi les charlatans...

Sur le plan politique, toujours dans ses confidences auprès de Fabrice Dutilleul, Alexis Arette ne renie rien de ses engagements passés : « *On peut être « croyant » en croyant à n'importe quoi. Être chrétien, c'est différent et catholique encore autre chose. En fait, l'exposé des idéaux franc-maçons*

est conforme aux grandes vertus tirées de l'Évangile, mais la pratique en est souvent contraire. Il suffit de lire le ministre Vincent Peillon pour savoir que la destruction de la religion catholique est son but, afin d'instaurer à la place la religion maçonnique. Mais ce citoyen n'est que l'expression du « Grand Orient » qui a supprimé la référence au « Grand Architecte de l'Univers, » et qui, de ce fait, n'a plus rien à voir avec les Maçons bâtisseurs de Cathédrales.

Certaines obédiences comme la Grande Loge Nationale Française sont restées strictement « spiritualistes » et même proches du catholicisme, comme les Rose-croix. Il résulte de cette diversité « évolutive » que c'est surtout par prudence que l'Église a porté un jugement d'ensemble négatif... Pour ma part, c'est la part « sataniste » de la maçonnerie que je combats. Mais j'observe avec beaucoup d'attention l'évolution des obédiences. Car l'Esprit souffle où il veut !

Fils d'homme, je t'ai fait sentinelle d'Alexis Arette, éditions de L'Encre, collection « Patrimoine des Religions », dirigée par Philippe Randa, 362 pages, 35 euros.

Nous affirmons que Soral peut encore faire des progrès ! S'appuyer sur la mystique française serait quand même mieux que de s'appuyer sur les keffiehs !

Maurras, Islam et Soral

Quand le pauvre Pierre Pujo, second couteau, pauvre dos vouté qui nous fit presque crever, se félicitait d'avoir conservé Mayotte à la France, il se montrait idiot et touchant. Le nationalisme intégral l'obscurcissait car l'Islam n'est pas compatible avec notre civilisation. Avec la république, peut-être, certainement, (et c'est là où les populistes laïcards de *Causeur*, *E&R*, et de *Riposte Laïque*, ont tort) mais l'Islam n'est pas compatible avec l'entre-soi que nous recherchons, avec la «seule France», avec la «douce France» que nous voulons servir. Si vous voulez vous débarrasser de cette merde, il faut alors restaurer le Roi chrétien. Pas d'autre choix, au fond.

Cela dit, un grand piège guette le nationalisme intégral à tous les virages de la pensée : commencer tout raisonnement à partir de la France telle qu'elle est. C'est noble, c'est réaliste, c'est intelligent... C'est souvent pertinent et fécond, mais là, sur ce sujet précisément, cela ne l'est pas. Sur l'Islam, nous sommes obligés de raisonner à partir de la France telle qu'elle devrait être, telle qu'elle aurait dû se conserver.

Contrairement à tous ceux qui, à la suite du funeste exemple de Pujo qui nous fit rater tous les trains, préfèrent aujourd'hui l'alliance avec l'Islam des banlieues sous prétexte que celui-ci est antisémite et anti-système, nous affirmons que Maurras était hostile à l'Islam.

A propos de la Mosquée de Paris qui achevait alors sa construction, voilà donc ce qu'écrivait le maître dans l'Action Française du 13 juin 1926 : «Il n'en est pas moins vrai que nous sommes en train de faire une grosse sottise. Cette mosquée en plein Paris ne me dit rien de bon.

Il n'y a peut être pas de réveil de l'Islam, au

quel cas tout ce que je dis ne tient pas et tout ce que l'on fait se trouve être la plus vaine des choses. Mais si il y a un réveil de l'Islam, et je ne crois pas que l'on puisse en douter, un trophée de la foi coranique sur cette colline Sainte-Geneviève où tous les plus grands docteurs de la Chrétienté enseignèrent contre l'Islam représente plus d'une offense à notre passé : une menace pour notre avenir (...) La construction officielle de la mosquée et surtout son inauguration en grande pompe républicaine, exprime quelque chose qui ressemble à une pénétration de notre pays et à sa prise de position par nos sujets et nos protégés. Ceux-ci là tiendront immanquablement pour un obscur aveu de faiblesse (...) J'aperçois, de ci de là, tel sourire supérieur. J'entends, je lis telles déclarations sur l'égalité des cultes et sur les races. On sera sage de ne pas les laisser se propager, loin d'ici, par des hauts parleurs trop puissants. Le conquérant trop attentif à la foi du conquis est un conquérant qui ne dure guère. Nous venons de transgresser les justes bornes de la tolérance, du respect et de l'amitié. Nous venons de commettre le crime d'excès.

Fasse le Ciel que nous n'ayons pas à le payer avant peu (...)

(Charles Maurras, Action Française du 13 juin 1926)

Mais alors que faire des musulmans sympas qui nous rejoignent? Eh bien exiger d'eux qu'ils se convertissent !

On peut certes leur laisser un peu de temps pour réfléchir, surtout s'ils sont amicaux comme on en connaît, mais on ne peut transiger sur l'esprit de conversion... Ou bien alors, qu'ils se convertissent à autre chose, qu'ils aillent aux putes et qu'ils boivent du whisky, mais pas l'Islam !

Naturellement, nous attendons impatiemment

de la part de la Vieille maison d'AF qu'elle quitte un peu ses diplomaties actuelles et qu'elle précise enfin sa position : il faut que l'ambiguïté façon «Mayotte» soit levée.

La France n'est pas un club d'adorateurs transis de la Loi de 1905 ou du passé colonial républicain, la France s'installe en nous par bien d'autres manières, comme l'hérédité ou la mystique par exemple, voilà pourquoi les laïcards ont tort et sont bien à plaindre...

La France ne peut non plus devenir un simple front de combat dans la grande lutte des damnés contre la domination judéo-américaine sur le monde... La France ne peut pas être réduite à un bras armé du tiers-monde d'Europe sous prétexte de nationalisme réaliste. La France a surtout vocation à rester seule dans son coin quand l'immense chaos qui s'est installé l'oblige à un devoir impérieux : chercher à ce qu'on lui foute la paix ! La guerre palestinienne, toujours romantisée en Europe, n'est pas la nôtre. On s'en branle, c'est clair ?

Alain Soral n'est pas Charles Maurras et il n'a pas vocation à nous dicter la meilleure manière d'être français avec des recettes trouvées sur les étagères du nationalisme scolaire, c'est clair ?

Nous, nous défendons une France anti-moderne passablement décroissante, repliée sur elle-même le temps qu'il faudra pour se reconstituer et s'épargner les désastres des autres... On ne veut pas être embarqués dans une guerre avec les juifs, c'est clair ?

Et on ne veut pas non plus que les juifs ayatollesques du CRIJF nous fassent chier, c'est clair ?

Car nous sommes la France et nous sommes grands ! Plus grands qu'Allah, et plus grands que la banque juive, bande de nazes !



AFU

ACTION FRANÇAISE UNIVERSITAIRE

L'hedbo intelligent et violent

C'est la parole qui change. C'est la parole qui crée les idées et les actions. C'est la parole qui agit sur le monde.



ABONNEZ-VOUS !

Abonnement groupé avec le Lys Noir bimestriel : 35 journaux par an

Recevez directement chez vous

AFU, Lys Noir et Arsenal

pour 140 € par an, l'ensemble

Abonnement de soutien à 200 €

Chèque à l'ordre de AFU - URP-AFU 29 quai Victor Hugo - 11 100 Narbonne ☎ 06 59 59 16 35



Charles Egon de Hazel, notre délégué général des étudiants est fou de République royale !

Le Lys noir et la république royale

Notre génération du Lys Noir est la quatrième, la dernière en date. Elle dépasse de loin le seul cadre de notre petite clique, mais concerne en vérité l'état d'esprit de la jeunesse d'élite actuelle. Elle n'est plus blanche, comme au temps de Rivarol où le Roi était encore quelque chose de vivant. Elle n'est plus bleue, comme du temps où la République signifiait encore quelque chose. Elle n'est plus rouge, comme du temps où la lutte sociale pouvait encore se concevoir en classes à peu près distinctes du choc ethnico-social actuel. Elle est noire et déterminée, comme l'encre de la nuit d'où nous voyons sortir, armés de leurs loupottes, nos cohortes de Veilleurs prêts à cerner et à déposer pacifiquement et dans un chant scout, le dernier gouvernement de l'Anti-France et de l'anti-République.

Oui, nous avons proposé l'étude du compromis de la République Royale, car nous sommes les disciples de Fustel et de Maurras. « La République n'est forte que si elle est aristocratique ». Comme vous l'avez vu, nous lisons Maurras à la lettre. Aussi, puisque le combat est culturel et anthropologique, nous entendons redonner du sens à l'étymologie, par la force s'il le faut. Nous voulons en finir avec les déterminismes de toutes sortes, avec les mots mal usités, avec les occasions mal exploitées, avec la menace de l'embourgeoisement et des mondanités assassines : en un mot, nous sommes jeunes, fougueux, mais intellos !

Nous sommes prêts à apporter les éléments qui opposent radicalement la République judéo-maçonnique et parlementariste, à l'antique et noble conception de la République, aristocratique, durable et populaire, dont parlait Maurras dans La Politique, en 1924. Nous pouvons même être les disciples du gaullisme intéressant, celui qui voulait une République Monarchique, celui qui déclamaient « qu'il fallait à ce pays, un Roi », celui qui nous a enseigné (parfois malgré nous, puisque nous sommes aussi les enfants de Bastien-Thiry) le réalisme politique porté à son niveau extrême et très souverain lorsqu'il déclamaient à la suite : « Mais puisque les français semblent être attachés à la République, j'ai toujours pensé qu'il fallait faire avec ». En somme, quelque soit le moyen par lequel la France sera libérée de l'ennemi gouvernemental intérieur, première de ses menaces, nous irons exiger auprès de Chevènement, de Marine Le Pen, de Dupont-Aignan et de Philippe de Villiers, nous irons exiger auprès du gouvernement d'Union Nationale que notre idée du coup d'état pacifique et armé veut installer, que la République reconnaisse céans l'autorité suprême du Roy sur le règne éternel du Pays. Pour services rendus, car que vous soyez d'AF, AFE, d'AFU et d'ailleurs, il n'est pas à douter un seul instant que nous nous trouverons tous ensemble sur les premières lignes de barricades, qu'elles soient feutrées ou faites de gravats de sang.

Ne vous offusquez donc pas de notre insolence de jeunes écrivains d'action. Ce que vous prenez pour des insultes ne sont que des louanges envers ces trois hommes qui ont été cités. Notre jeunesse d'avant-garde veut simplement vous dire : D'accord les anciens, c'est fort bien de créer une dynamique vertueuse entre E&R et l'Action Française, d'attirer les natos-geeks vers l'action et la formation concrète. C'est très bien d'avoir un Camp Maxime Real Del Sarte toujours plus fréquenté par une jeunesse ardente et splendide. Simplement, le Lys Noir n'est pas un organe de divertissement ou de simple cycle de conférences : il se veut l'organe doctrinaire et activiste complémentaire qui en tous temps, je dis bien en tous temps de notre glorieuse histoire d'Action Française, a constamment été le carburant additionnel, l'élément supplémentaire bienveillant qui a profité à un essor nouveau et vigoureux de notre grande école du nationalisme intégral

Charles Egon de Hazel



Lys Noir
GMD - 1er Groupe
Militaro-Décroissant

Issu du royalisme politique de complot, le Lys Noir / Groupe Militaro-Décroissant forme une organisation plus spécifiquement bernanosienne et antimoderne qui édite le Lys Noir, le Lys Rouge, Arsenal, et l'AFU (Action Française Universitaire) dans le cadre de son combat anthropologique appuyé sur «l'hyper France» au service de «l'Homme ancien», contre l'oligarchie.

L'organisation révolutionnaire du Lys Noir est dirigée par une Direction politique (5 membres) et un Secrétariat général (5 membres) formant ensemble le Comité Directeur du Lys Noir.

Dans le cadre de plusieurs fronts politiques circonstanciels, le Lys Noir lutte avant tout pour un programme en 13 points :

- 1 - La généralisation de l'agriculture biologique qui entrainera un «retour rural» massif et automatique vers un mode de vie frugal ;
- 2 - La relocalisation commerciale et la rupture avec la grande distribution qui entrainera la création massive d'emplois indépendants dans l'artisanat et le petit commerce de proximité ;
- 3 - La généralisation du transport électrique avec maintien provisoire du nucléaire, en attendant impatiemment le solaire du Sahara ;
- 4 - La rupture avec l'économie de capitalisme financier par le contrôle des banques et assurances, y compris mutuelles ; la cession des grandes entreprises ; la libération fiscale de la petite et moyenne entreprise ; la succession en SCOP pour toutes les PME à la mort du fondateur ; et le rétablissement des barrières douanières aux frontières d'un ensemble économique à vocation autonome ;
- 5 - La mise en place urgente d'un Plan anti-mutation de 21 «contrôles sociétaux» majeurs :
 - Limitation drastique de la publicité ;
 - Prohibition des jeux vidéos, sauf en club surveillé ;
 - Prohibition du cinéma violent, notamment américain ;
 - Interdiction du smartphone sous sa forme «prothèse multiple» ;
 - Interdiction du marquage humain ;
 - Interdiction du stockage de données en «cloud» et interdiction des réseaux sociaux étrangers ;
 - Interdiction de toute forme de manipulation génétique, notamment dans la procréation ;
 - Fin du mariage gay et interdiction de la Gay pride ;
 - Fin de la télévision de divertissement vers une télévision didactique de service public ;
 - Interdiction de l'information en boucle et de la presse people ;
 - Prohibition des paris en ligne et des mégas jackpots ;
 - Prohibition du RAP ;
 - Nationalisation des radios privées au profit de Radio France ;
 - Interdiction de la robotique et entrôle des nanotechnologies ;
 - Dévirtualisation des guichets de service ;
 - Interdiction de toute forme d'immigration ;
 - Interdiction du sport professionnel ;
 - Fin de la mixité scolaire et généralisation de l'uniforme d'école contre la dictature des «marques» ;
 - Interdiction de la pornographie sous toutes ses formes accessibles ;
 - Interdiction de la vidéo-surveillance et des radars ;
 - Prohibition de la traçabilité informatique et des fichiers échangés ;
- 6 - La limitation de la population française à 50 millions d'habitants et la préservation de l'Homme ancien et de son milieu par la protection des peuples premiers en Guyane, Mélanésie, Polynésie, et en Afrique francophone ; la protection navale des espèces océaniques menacées ; la création de zones-terroirs à culture régionale prioritaire ;
- 7 - La création d'«unités démocratiques de base» fusionnant toutes les subdivisions locales antérieures dans des «Districts libres» peuplés de plusieurs dizaines de milliers de citoyens ; et la constitution de gouvernements régionaux aux limites respectant l'histoire ;
- 8 - La frugalisation du gouvernement et l'instauration du tirage au sort pour toutes les assemblées (de district, régionales ou nationale), sur des listes de citoyens jamais condamnés pénalement ;
- 9 - Le retour, dans le cadre d'une république royale, d'un prince capétien voué à la «défense des droits» en même temps qu'à un rôle de «chef d'Etat protocolaire» disposant du droit de grâce ;
- 10 - L'extension du régime religieux alsacien-lorrain à la France ;
- 11 - La dissolution du Criif, du CRAN, du CFCM et des sociétés secrètes ; et l'interdiction de tous les réseaux sournois d'influence ;
- 12 - Constitution d'une «petite europe francophone» avec les états frontaliers de la France (Belgique, Luxembourg, Suisse, Monaco, Andorre, et éventuellement Catalogne et Euskadie indépendantes) afin d'exercer, à ce niveau, une salutaire autorité militaro-décroissante ;
- 13 - Adhésion au principe d'une Europe continentale et intégration intermédiaire à un «Eurogroupe Latin» ; conservation d'une armée hautement technologique pour défendre la révolution décroissante.

Plateforme politique en treize points vers le retour de l'Homme ancien

A 66 ans, le général de Corps d'Armée Thomann commence à s'énerver et à menacer le gouvernement socialiste. Un première depuis le début de la République !

Les menaces d'un général français

Le général de corps d'Armée (CR) Jean-Claude Thomann, ancien patron de la force terrestre, ancien officiers des troupes parachutistes d'infanterie de Marine, reste un activiste de la pensée militaire et un ardent défenseur de l'institution. Il vient de signer le "Manifeste pour la sauvegarde des armées" rédigé par le cercle de réflexion *Les Sentinelles*, auquel il appartient. Ce cercle regroupe de manière informelle des officiers généraux et supérieurs des trois armées.

Pour le général Thomann, "c'est une première manifestation publique du désarroi qui croît de manière extrêmement inquiétante dans nos armées paupérisées." Ce manifeste dénonce la dégradation continue et irresponsable des capacités d'action militaire "en s'abritant derrière un parapluie nucléaire illusoire".

Pour ces militaires, on transforme progressivement l'outil militaire en simple société de service de second rang. Ils vont jusqu'à accuser les politiques de "renoncer à leur premier devoir vis-à-vis de leurs concitoyens" et entendent mobiliser pour "mettre fin à l'entreprise de démolition systématique qui affecte l'institution militaire".

Voici le texte intégral de ce manifeste...

MANIFESTE POUR LA SAUVEGARDE DE NOS ARMEES

Le démantèlement de l'institution militaire arrive à son terme. Infiniment plus que l'actuelle disette budgétaire, la fin de la guerre froide, les impératifs de l'Etat-providence et la volonté des « post modernes » d'en finir avec le « fracas des armes » ont été les abrasifs les plus puissants pour réduire, en moins d'un demi-siècle, l'armée française à l'état d'échantillon. La force militaire est passée, dans le silence et la dénégation, du statut d'institution régaliennne majeure à celui d'une société de services que l'on rétribue à la tâche.

Le couronnement de cette efficace entreprise de démolition a été de placer la haute hiérarchie aux ordres d'une administration civile de défense qui prospère sans frein, au prétexte de recentrer les militaires sur leur cœur de métier. Le soldat, « ravalé à la fonction d'homme de peine de la République », est prié de verser



son sang dans le silence et l'indifférence en se soumettant aux règles strictes d'un devoir d'Etat pourtant largement déserté par ceux censés le faire mettre en œuvre et le faire respecter.

Ce désastre consommé ne peut plus être confiné sous l'éteignoir d'un « devoir de réserve de la grande muette », caution hypocrite et confortable à la disposition de tous les habiles pour esquiver dans le confort de la chose publique leurs responsabilités envers la Nation.

DES FAUTES MULTIPLES

C'est en effet une grande faute que de sacrifier le bras armé de la France au gré des idéologies de rencontre et de quelques embarras financiers.

C'est une faute en regard du monde tel qu'il s'organise et dont chacun sait qu'il réservera de fâcheuses surprises. L'absence actuelle de menace militaire majeure n'est qu'un simple moment de l'Histoire. Son calme apparent ne doit pas masquer les reconfigurations géopolitiques qui marginaliseront, pire élimineront sans pitié les nations au moral défaillant.

C'est une faute vis-à-vis de la sécurité des Français de faire ainsi disparaître un pilier majeur de la capacité de résilience du pays face

à une éventuelle situation de chaos, dont nul ne peut préjuger le lieu, l'heure et la nature. Pour y faire face, seule une force armée peut et doit offrir les moyens suffisants, servis par des hommes et des femmes structurés par les valeurs puissantes du devoir et de l'obligation morale.

C'est une faute d'éliminer l'une des institutions «fabriques de liens» dont la France a un urgent besoin face à l'action déterminée de forces centrifuges, dont elle est coutumière, et mises généralement au service d'intérêts particuliers et communautaristes.

Il est donc plus que temps de rétablir la puissance et l'efficacité d'une institution d'Etat « pour le dedans comme pour le dehors » et de permettre à la France de se remettre à penser en termes de risques et de puissance stratégique. Elle en a les moyens. Elle doit le faire sans l'attendre d'une Europe, puissance inexistante, ou d'une soumission transatlantique délétère voire de plus en plus illusoire.

QUE RETABLIR, ET COMMENT ?

Les voies et moyens pour rétablir une institution, désormais comateuse, sont nombreux et divers. Ils n'attendent qu'une impulsion réparatrice, après des

décennies de mesures irresponsables. Ils ne pourront, cependant, faire l'économie d'un certain nombre de dispositions, dont l'abandon ou le travestissement ne sont plus acceptables.

D'abord, un budget décent qui permette à nos soldats de disposer de l'entraînement et des équipements nécessaires, et au politique de s'engager sans le soutien déterminant des Etats-Unis, tout en évitant le stupide tout ou rien nucléaire.

Ensuite, des hommes et des femmes en nombre suffisant. Rien d'efficace et de durable ne peut se faire sans des effectifs capables de marquer dans la durée, sur et hors du territoire national, la volonté et la détermination de la Nation.

Avec, bien entendu, une organisation des forces parfaitement univoque, tout en faisant la répartition qui convient entre des professionnels en nombre suffisant et les citoyens en armes qui doivent impérativement revenir au centre de notre dispositif sécuritaire et identitaire.

Enfin, une répartition équilibrée, entre l'exécutif et le Parlement, des responsabilités qu'autorise la Constitution, laissant au militaire le devoir d'exercer librement son conseil, tout en administrant et mettant en œuvre les forces autrement que par le canal malsain d'une administration de défense d'autant plus intrusive qu'elle se sait irresponsable.

Autant de mesures indispensables qui seront déclinées, point par point, dans des documents à venir et dont les signataires du présent document demanderont, avec détermination et constance, la réalisation pour le bien public.

Il est grand temps de rénover et de renouveler le contrat de confiance de la République avec ses soldats. S'il n'est pas trop tard, il devient urgent de lui redonner la vigueur indispensable sans qu'il soit besoin de recourir à des formes de représentation qui, bien qu'étrangères à notre culture militaire, pourraient s'avérer, un jour peut-être proche, le seul moyen pour nos soldats de se faire entendre.

Le 30 septembre 2013

Le général Thomann parle-t-il ici de mouvement syndical ou de défilé militaire en pleine rue ? La précision ultérieure aura son importance car un défilé militaire non autorisé, cela s'appelle un coup d'Etat.